

REVUE DE PRESSE

Vie de l'université // Enseignants-chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

Jeudi 4 octobre 2018

Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans la presse

Vie de l'université

Le Monde.fr

26 septembre 2018

Le Campus Condorcet est mentionné

Grand Paris, des villes pour investir à long terme

Avec la montée en puissance du Grand Paris Express, Aubervilliers, Gonesse et Le Bourget sont déjà dans le viseur des investisseurs les plus audacieux. Ces villes devraient décoller à plus ou moins long terme. Dans ces villes, le potentiel d'appréciation des prix immobiliers est important, même si des blocages existent (problèmes de sécurité, nuisances sonores, timing incertain de l'arrivée du métro, etc.). Dans l'immédiat, seuls les investisseurs les plus audacieux y feront leur marché. Même si son entrée en service a été retardée de cinq ans, à l'horizon 2030, l'arrivée du Grand Paris Express (GPE) renforcera à terme l'attractivité d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), qui avec Saint-Denis, est la ville la moins chère de la première couronne. Selon Meilleursagents, le prix du mètre carré n'y dépasse pas 3 027 euros pour une maison et 3 383 euros pour un appartement. La ville souffre des mêmes maux que sa voisine : une pauvreté endémique et un taux de chômage record (24 % de la population en 2015). « *Mais le regard sur Aubervilliers est en train de changer* », affirme Meriem Derkaoui, maire (PCF) d'Aubervilliers. Pour preuve, les fêtards parisiens n'hésitent plus à franchir le périphérique pour aller danser à la gare des mines reconvertie depuis 2015 en club éphémère.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde.fr

25 septembre 2018

Paris 1 Panthéon-Sorbonne est mentionnée

Le tsunami anglophone n'a pas eu lieu dans les amphis français

Il faut être capable d'avoir des cours "de" langue mais aussi des cours "en" langue. » Tel est l'un des souhaits exprimés début septembre sur RMC par le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, à l'occasion de la remise d'un rapport pour améliorer l'apprentissage des langues en France.

Ce souhait, l'ancienne ministre de l'enseignement supérieur Geneviève Fioraso l'avait aussi fait en 2013, à l'occasion du vote de la loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche. Et en avait fait les frais. L'article 2 de son texte, qui ouvrait officiellement la possibilité d'enseigner dans une autre langue que le français dans les établissements publics d'enseignement supérieur, fut accusé par plusieurs intellectuels de renom et par l'Académie française de favoriser la « *marginalisation de notre langue* »...

[► Lien via Europresse](#)

Le Journal des grandes écoles et universités

18 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Rentrée 2018, Paris 1 Panthéon-Sorbonne en mode innovation

« *L'année commence et c'est à chaque fois une renaissance* ». Un terme que Georges Haddad, président de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, n'a sans doute pas choisi au hasard après une année 2017/2018 marquée par la mise en place de ParcoursSup et l'occupation du centre Pierre-Mendès-France (ex-Tolbiac). À l'occasion de la première conférence de presse de l'année, il est revenu le 14 septembre dernier sur les sujets les plus touchés de la rentrée.

Avec plus de 100 000 demandes pour 6 000 places en L1, Paris 1 est la première université en termes de sollicitations au niveau Licence. Dans ce cadre « *passer d'APB à ParcoursSup n'a pas été évident* », insiste Georges Haddad. « *Il a fallu s'atteler à ce travail colossal avec courage, vigilance et énergie. Malgré la brutalité de ces changements (que j'ai dénoncée dans les médias), cela nous a permis de repenser notre mission et ce contrat qui nous lie avec les jeunes pour les amener à la réussite. Car avec ParcoursSup notre devoir de réussite est encore plus grand vis-à-vis des étudiants : elle ne s'évalue pas que par des notes, mais aussi par des méthodes d'évaluation plus humanistes et une vision plus accomplie du parcours universitaire.* »

[► Lien vers l'article](#)

20 minutes.fr

18 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Paris: L'université de Tolbiac fait sa rentrée après des mois de travaux

Des murs blancs immaculés, une banderole « Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne Bienvenue » suspendue dans la cour ou encore des amphithéâtres flambant neufs... Ce lundi, des milliers d'étudiants ont fait leur rentrée universitaire à Tolbiac (XIII^e arrondissement). « Je ne m'attendais pas à ce que ce soit comme ça », lâche une étudiante en faisant le tour du propriétaire. Et pour cause. Le mois d'occupation au printemps dernier qui s'est achevé par une intervention policière, semble très loin. « Tout est frais, tout est repeint, tout est nickel », se réjouit Florian Michel, le directeur du site de Tolbiac. Après des mois de fermeture pour travaux, le ministère de l'Enseignement supérieur a envoyé lundi dernier, un chèque d'1,7 million d'euros à l'université Paris 1 dont 500.000 euros uniquement pour les rénovations du site Tolbiac. « Il y a des portes blindées à l'entrée des amphithéâtres, des pics sur les grilles extérieures pour nous empêcher d'escalader. Ils ont instauré un rapport de force », dénonce, quant à elle, une membre du collectif de mobilisation de Tolbiac auprès du *Monde*.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde Campus

17 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Le site universitaire de Tolbiac fait sa rentrée après cinq mois de fermeture

Le campus parisien a rouvert ses portes, lundi, après 1,7 million d'euros de travaux à la suite de l'occupation du printemps dans le cadre du mouvement étudiant contre la réforme de l'entrée à l'université.

Le hall brille comme rarement, les amphis ont été repeints et équipés en matériel audiovisuel et des distributeurs neufs ont été installés. Le changement est saisissant, comme si les trois semaines d'occupation du campus de Tolbiac au printemps n'avaient jamais eu lieu. De nouveaux locaux pour un nouveau départ. C'est du moins le message qu'a voulu envoyer Georges Haddad, le président de l'université Paris-1, lors de sa conférence de presse de rentrée, vendredi 14 septembre. Déterminé à faire évoluer la réputation du site, baptisé « *Tolbiac ou Pierre-Mendès-France, selon l'image que l'on veut lui donner* », il a tenu à organiser une visite guidée pour présenter les nouveaux locaux.

[► Lien vers l'article](#)

AEF

17 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Parcoursup : Paris-I a reçu 100 000 candidatures en L1 pour 6 000 places et a eu beaucoup de "oui définitifs rapidement"

"Paris-I a reçu plus de 100 000 candidatures en L1 pour 6 000 places, ce qui en fait la première université en termes de sollicitation en licence", se réjouit George Haddad, président de Paris-I, lors d'une conférence de presse le 14 septembre 2018. 680 nouvelles places de L1 ont été ouvertes cette année, grâce aux moyens déployés par le ministère. L'université "participera à l'évaluation nécessaire de Parcoursup" et dira ce qui a été "bon et mauvais". Pour Alice Le Flanchec, VP CFVU, le "travail des commissions de gestion des vœux a été colossal".

Paris-I a reçu entre autres 15 000 candidatures droit en L1 pour 670 places, 5 500 candidatures en AES pour 380 places, 3 000 candidatures pour 630 places en histoire ou encore 34 000 candidatures pour 370 places en art plastique (1). "Il y a eu de la tension sur toutes les filières, particulièrement sur celles de droit, économie et gestion", indique Alice Le Flanchec, VP CFVU, lors d'une conférence de presse réunissant l'équipe présidentielle de Paris-I, vendredi 14 septembre 2018.

France Inter

17 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Journal de 7 h 30 - La fac de Tolbiac flambant neuve

[► Lien vers l'émission](#)

France Inter

17 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

La fac de Tolbiac rouvre après avoir pansé ses plaies

C'est la rentrée universitaire ce lundi. La faculté de Tolbiac à Paris doit rouvrir, après quatre mois de travaux. Ces travaux ont été réalisés suite à l'occupation par des étudiants de la fac parisienne en avril dernier pour protester contre Parcoursup.

Les dégradations commises lors des blocages d'universités au printemps ont engendré "*autour de 7 millions d'euros*" de frais de réparations, au lieu des "*5 millions d'euros*" prévus il y a deux mois, a annoncé en août la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal. Mi-juin, juste après la fin du mouvement contre la réforme d'accès aux universités, la ministre chiffrait le coût des réparations à plus de 5 millions d'euros. Au plus fort de la mobilisation contre la nouvelle loi qui modifie les modalités d'accès aux filières non-sélectives, quatre universités (sur 73) avaient été bloquées. Plusieurs dizaines de sites avaient également été perturbés dans toute la France.

[► Lien vers l'article](#)

Newstank

17 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Paris 1 : une année 2018-2019 marquée par les projets d'alliance en France et en Europe

L'Institut national d'études démographiques et la Fondation Maison des sciences de l'homme rejoignent ESCP Europe et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne au sein de Sorbonne Alliance, annonce Georges Haddad, président de l'université, le 14/09/2018. À terme, cette alliance « permettra de construire des projets innovants en renforçant les liens en matière d'enseignement, de formation, d'innovation, de recherche, de vie étudiante et de coopération internationale ». « Nous sommes sortis de la Comue Hésam pour créer un modèle associatif plus souple et sans chef de file ni de conseils, pour donner la plus grande liberté possible aux partenaires et ne plus étouffer l'espace universitaire. Je me battrais contre le fait de rajouter des strates bureaucratiques », ajoute Georges Haddad.

BFM TV

15 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Les images de la fac de Tolbiac rénovée après les dégradations au printemps

La rentrée universitaire, c'est lundi pour la grande majorité des étudiants de Tolbiac. La fac avait été occupée par les opposants à la réforme de l'entrée à l'université avant d'être évacuée par les forces de police en avril dernier. A la clef, de nombreuses dégradations, mais les bâtiments ont été rénovés en urgence, pour plusieurs centaines de milliers d'euros.

[► Lien vers la vidéo](#)

France TV Info

15 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

AVANT/APRES. Découvrez les locaux de l'université de Tolbiac rénovés à la suite des blocages du printemps

Après cinq mois de fermeture et une facture totale de 1,7 millions d'euros, Tolbiac accueillera de nouveaux étudiants à l'occasion de la rentrée lundi 17 septembre. Epicentre du mouvement anti-Parcoursup au printemps dernier, le site universitaire avait été fermé pour rénovation. La tour de 22 étages a été occupée pendant trois semaines, avant d'être évacuée par les forces de l'ordre le 20 avril dernier. A l'époque, les dégâts étaient trop importants pour que les cours et les examens puissent être organisés sur place.

C'est le vice-président de l'université Jean-Luc Chappey lui-même qui fait visiter les amphis rénovés. C'est d'ailleurs lui qui a supervisé les travaux cet été. *"Les portes et les peintures des amphithéâtres ont été refaites, puis, à l'intérieur des amphithéâtres, l'équipement audiovisuel a été remplacé"*, explique-t-il.

[► Lien vers l'article](#)

Educpros

14 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Rentrée : les universités doivent pousser leurs murs

Avec la hausse du nombre d'étudiants, les universités doivent trouver de nouveaux locaux. Comme Panthéon-Sorbonne ou Paul-Valéry à Montpellier qui entre dans la phase pratique de l'opération Campus avec quelque 80 millions d'euros de crédit à investir dans son patrimoine.

Avec un ratio de 1,5 m² de locaux par étudiant, les 21.000 apprenants, et 2.500 professionnels intervenants à l'université Paul-Valéry (Montpellier 3), sont quelque peu à l'étroit sur leur campus. Et ce ne sont pas les dernières données d'inscription en première année de licence qui vont arranger les choses...

[► Lien vers l'article](#)

AEF

14 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Paris-I a reçu 1,7 M€ du ministère pour financer les dépenses et dégradations liées à la mobilisation contre la loi ORE

"Nous avons reçu lundi une enveloppe de 1,732 M€ du ministère pour financer les travaux de remise en état et de sécurisation du centre Pierre Mendès-France", ainsi que les dépenses liées à la délocalisation des examens, aux frais de gardiennage et aux primes aux personnels, annonce Georges Haddad, président de Paris-I, lors d'une conférence de presse, le 14 septembre 2018. Pour rappel, le site de Tolbiac avait été occupé par des opposants à la loi ORE entre le 26 mars et le 20 avril 2018 (lire sur AEF) et l'université avait évalué les dégradations à "plusieurs centaines de milliers d'euros".

Le Figaro Étudiant

14 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Georges Haddad: «Envoyer les forces de l'ordre à Tolbiac était mon pire cauchemar

Le président de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne donnait sa conférence de presse de rentrée vendredi matin. Il est longuement revenu sur la réfection des locaux après les blocages du printemps et a dressé un premier bilan de Parcoursup.

Ce matin, à cinq minutes de la prise de parole du président de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, Georges Haddad, trois laveurs de vitre harnachés étaient encore en train de faire briller les fenêtres de l'extérieur. Comme pour rappeler que la grande tour de 22 étages du centre Pierre Mendès France (Tolbiac) est encore, un peu, en ravalement. La rénovation des bâtiments après des semaines de blocages par des étudiants l'an dernier a d'ailleurs été l'un des gros sujets abordés lors de cette conférence de presse de rentrée. Au moins autant que les conséquences de la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (ORE) sur le recrutement à Paris 1.

[► Lien vers l'article](#)

Les Échos Start

14 septembre 2018

Le master professionnel en gestion du patrimoine culturel

Patrimoine : Trois jeunes parlent de leur métier méconnu

Ce weekend, les Journées du Patrimoine vous ouvrent les portes de près de 17.000 monuments. A cette occasion, Les Echos START vous font découvrir des métiers du patrimoine.

Conservateur, régisseur, archéologue, commissaire-priseur, responsable d'une fondation... Derrière le patrimoine se cache une grande richesse de métiers. En France, plus de 500 diplômés préparent aux métiers du patrimoine. A travers le témoignage de trois jeunes, découvrez la face cachée de ce secteur.

Marthe Boulanger, 30 ans, directrice adjointe au développement à la Fondation du patrimoine : “un métier où on recherche de l'argent pour une cause utile”

“La Fondation du patrimoine est une fondation privée, reconnue d'utilité publique. Son rôle est de trouver des financements pour des projets de restauration partout en France. Il peut s'agir de monuments, mais aussi de patrimoine naturel ou mobilier. Nous finançons environ 2.000 projets chaque année, principalement des édifices non protégés, c'est-à-dire non labellisés monuments historiques.

Mon rôle, c'est de trouver le projet. Je fais ressortir des pépites, des trésors cachés que nos mécènes ne soupçonnent pas. Il faut ensuite vendre le projet à un de nos mécènes, comme la Fondation Total, AG2R la mondiale ou Primagaz. L'enjeu, c'est de trouver un patrimoine à sauver qui matche avec leurs critères. S'ils veulent mettre en avant une dimension sociale par exemple, je vais trouver une restauration avec un projet de réinsertion. Pour cela je cherche dans notre pool de projets repérés par mes collègues en régions, qui sont souvent sollicités par des collectivités locales ou des particuliers.

[▶ Lien vers l'article](#)

Le Journal des grandes écoles et universités

13 septembre 2018

À propos de la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Comment ça se passe la rentrée à Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Prêts ? Feu, go, partez ! Le top départ est donné, l'heure de rentrée a sonné. Les étudiants en double licence cinéma et gestion de Paris 1 Panthéon-Sorbonne étaient dans les startingblocks ce 10 septembre à 14h. C'est officiel : la course au diplôme a commencé. Immersion.

13h32 - Salle D640. La destination est précise, le chemin un peu moins. La première fois, on croit chercher une aiguille dans une botte de foin. Ça impressionne toujours au début ce bâtiment cossu. Ce dédale de couloirs, cette hauteur de plafond et ces moulures qui courent le long des murs. Pas de doute, ce style architectural parisien est celui de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, une des plus grandes universités françaises.

[▶ Lien vers l'article](#)

Le Figaro Étudiant

13 septembre 2018

À propos du programme Alliance

Étudier à New York: dans la mégapole qui ne dort jamais

Cosmopolite et toujours en ébullition, New-York attire chaque année des milliers d'étudiants étrangers. Plusieurs écoles françaises ont ainsi développé des partenariats avec ses nombreuses universités très prisées.

Des gratte-ciel de Wall Street aux grandes pelouses de Central Park, de l'effervescence de Times Square à la frénésie de Broadway, New York a tout d'une ville étudiante mythique. Foyer de la finance, des médias, de la publicité, de l'art ou de la mode, elle attire chaque année des étudiants du monde entier sur les bancs de ses prestigieuses universités. Parmi eux, plus de 1 500 sont français.

[▶ Lien vers l'article](#)

Paris Vox.info

14 août 2018

À propos des coûts engendrés par le blocage de Tolbiac

Environ 7 millions de dégâts lors des occupations d'universités d'avril

Alors que le Ministère de l'Enseignement supérieur avait annoncé, il y a quelques semaines, que la facture totale avoisinerait les cinq millions d'euros, la ministre a revu ses chiffres au micro de RTL en déclarant qu'elle serait « *probablement plus aux alentours autour de 7 millions d'euros aujourd'hui* ». Parmi la dizaine d'universités françaises bloquées par les opposants à la réforme du système d'accès à l'enseignement supérieur français et sa plateforme d'inscription *Parcoursup*, c'est l'université de Tolbiac qui détient le triste titre d'établissement le plus vandalisé.

En avril dernier, constatant les dégâts à la fin de l'occupation de son université, le président de l'université de Paris-1 dont dépend le site de Tolbiac, Georges Haddad, avait estimé le coût des « *dégradations* » commises à « *plusieurs centaines de milliers d'euros* »

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro Étudiant.fr

13 août 2018

À propos des coûts engendrés par le blocage de Tolbiac

Les blocages des universités coûteront au moins 7 millions d'euros

D'après des informations du Figaro confirmées par la ministre Frédérique Vidal ce lundi matin, les dégâts causés par les occupations des universités coûteront plus cher que prévu.

Ce ne sera donc pas un million d'euros- comme prévu au mois d'avril -, ni cinq millions - comme évalués en juin -, mais au moins sept millions d'euros. Cette somme, c'est celle qu'il faudra payer pour remettre au propre les campus universitaires détériorés par les blocages des manifestants contre la loi pour l'orientation et la réussite des étudiants (ORE). Alors que la rentrée se profile dès le début du mois de septembre pour certaines filières, certaines universités sont toujours en cours de réfection.

[► Lien vers l'article](#)

Enseignants – chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

La Croix

4 octobre 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

« Le grand absent de la Ve République, c'est le citoyen »

Juriste et professeur de droit constitutionnel à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Dominique Rousseau appelle à une réforme ambitieuse, convaincu de la plasticité de notre Constitution et de la nécessité d'une démocratie plus participative.

La Croix : Que reste-t-il de la Constitution de 1958 ?

Dominique Rousseau : Presque rien ! Elle prévoyait d'élire le président par un collège électoral restreint pour sept ans, alors qu'il l'est aujourd'hui par le suffrage universel pour cinq ans. Le Parlement ne se réunissait alors que six mois par an en deux temps, la session parlementaire est aujourd'hui unique et beaucoup plus longue. Le référendum était réservé aux lois organiques, désormais il peut porter sur les lois économiques et sociales... Bref, la Constitution a été tant remaniée que l'on peut se demander s'il est même opportun de fêter son anniversaire ! Ce qui caractérise la Ve République actuelle a été découvert plus tard.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

2 octobre 2018

Tribune signée par des professeurs de l'université

« Les accords de libre-échange hypothèquent les chances de réguler efficacement la finance »

Les traités de commerce entre l'Union européenne et le Canada ou le Japon auront pour effet, en favorisant les échanges financiers, d'accroître l'instabilité du système, alerte un collectif de vingt et un économistes dans une tribune au « Monde ».

Tribune. La crise financière mondiale de 2007-2008 avait crûment rappelé la nécessité d'une réglementation plus stricte pour remettre la finance au service de l'économie et de la société. Dix ans après, la politique commerciale européenne met en danger les progrès réalisés en la matière et hypothèque les chances de réguler efficacement la finance à l'avenir. De ce fait, elle introduit de nouveaux risques d'instabilité au sein du système financier.

Augmenter les investissements et les échanges de services financiers est la raison d'être des « méga accords » de commerce comme le CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) - signé entre l'UE et le Canada ou le JEFTA (Japan-EU Free Trade Agreement) , avec le Japon. Elle conduit à considérer les règles financières comme autant d'obstacles à éliminer, au mépris des conséquences sur la stabilité financière.

[► Lien via Europresse](#)

France Culture

2 octobre 2018

Avec Francisco Cunha Lima Cintra, docteur en sciences économiques

Brésil 2018 : Desordem e retrocesso (2/4) - Economie : la sortie de route

Le Brésil peine à sortir d'une des crises les plus importantes de son histoire : le chômage touche 13% de la population, le PIB a chuté de 11% et les inégalités se creusent. Avec la campagne électorale sonne l'heure du bilan. Qui faut-il incriminer dans cette crise et quels sont les défis à venir ?

Depuis 2014, le Brésil est englué dans une crise économique. Cela s'explique, d'une part, par la baisse du cours des matières premières qui a affaibli l'économie brésilienne, très dépendante de l'agriculture et de l'extraction minière. D'autre part, la crise politique qui a abouti à la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016, a aggravé les difficultés économiques. Enfin, Michel Temer qui a succédé à Dilma Rousseff n'a pas permis de mener les réformes nécessaires afin de réduire un déficit public conséquent.

[► Lien vers l'article](#)

France TV Info.fr

1^{er} octobre 2018

Avec Lionel Fontagné, professeur en sciences économiques

Produits laitiers : le nouvel accord USA-Canada va avoir "des conséquences néfastes" pour les producteurs français

Le marché des produits laitiers canadiens devient plus ouvert aux productions américaines, ce qui peut faire baisser les prix et donc réduire les avantages des Européens, selon l'économiste Lionel Fontagné.

Le nouvel accord de libre-échange USA-Canada-Mexique, signé dimanche entre Ottawa et Washington, de concert avec le Mexique, va avoir "*des conséquences néfastes*" pour les producteurs français, explique lundi 1er octobre sur franceinfo Lionel Fontagné, économiste, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne, membre du Cercle des économistes. Le Canada a accepté d'offrir aux États-Unis un accès à 3,5% de son marché laitier, évalué à 16 milliards de dollars (14 milliards d'euros).

"C'est déjà beaucoup 3,5% et cela remet en cause les bénéfices que les Européens comptaient tirer de l'accord de libre-échange entre l'Europe et les États-Unis", estime ce spécialiste. "À partir du moment où le marché canadien devient plus ouvert aux produits américains, le prix des produits laitiers va baisser aux États-Unis et donc cela va réduire l'avantage des Européens", même si "les conséquences néfastes seront assez diluées à la fin", estime Lionel Fontagné.

[► Lien vers l'article](#)

LCI.fr

28 septembre 2018

Avec Bertrand Mathieu, professeur de droit constitutionnel

Remplacement de François Molins au parquet de Paris : on vous explique le micmac

La colère gronde au sein des magistrats. Alors que la nomination du successeur de François Molins au poste de procureur de la République de Paris semblait acté, la chancellerie a publié un nouvel appel à candidatures. De nombreuses voix accusent le Président de s'être immiscé dans la procédure. LCI vous décortique l'affaire. On le sait depuis maintenant trois mois, François Molins va quitter son poste de procureur de la République pour rejoindre la Cour de cassation. Une belle promotion pour celui qui est devenu au fil des années le visage de l'antiterrorisme français. Depuis cette annonce, le poste vacant cherche désespérément un successeur. Début juillet, trois candidats - sur une dizaine - ont donc été reçus par la ministre de la Justice Nicole Belloubet. Tour à tour se sont succédé Maryvonne Caillibotte, avocate générale à Paris, Marie-Suzanne Le Quéau, procureure générale de Douai et Marc Cimamonti, procureur de Lyon. Les candidats ont même passé ce qui pourrait s'assimiler à un entretien avec le Premier ministre.

[► Lien vers l'article](#)

Planet.fr

28 septembre 2018

Avec Frédéric Farah, professeur d'économie

Travail des fonctionnaires : est-ce bientôt la fin ?

A-t-on eu la peau des fonctionnaires ? Selon Frédéric Farah, économiste et enseignant chercheur à Panthéon-Sorbonne, leur fin est proche...

La fin des fonctionnaires : une fonction publique condamnée d'ici 5 à 10 ans ?

Pour pouvoir supprimer 32 000 postes, le gouvernement entend mettre fin aux régimes dérogatoires. Ils offrent la possibilité à certains fonctionnaires territoriaux de travailler moins longtemps que la durée annuelle légale, soit 1607 heures par an, rappelle *Marianne*. L'exécutif a d'ailleurs inscrit sa volonté de supprimer 70 000 fonctionnaires issus des collectivités locales d'ici 4 ans dans son projet de loi finance 2019 (PLF 2019). De son côté, la ministre des sports Roxana Maracineanu a récemment annoncé que les conseillers techniques sportifs ne seraient "plus forcément fonctionnaires", rapporte *Le Monde*.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde.fr

28 septembre 2018

Avec Philippe Nondédéo, chercheur au laboratoire Archéologie des Amériques (ARCHAM)

Plus de 60 000 vestiges de la civilisation maya découverts au Guatemala

La complexité du monde maya apparaît au grand jour dans l'analyse au laser de plus de 2 000 km² de forêt.

Les initiés l'appellent le mayaniste. Ce terme désigne un spécialiste de la civilisation maya, qui a fleuri entre 1000 avant J.-C. et 1500. L'archéologue mayaniste des Basses Terres opère sur un territoire de 95 000 km² à cheval sur le Mexique, le Guatemala et Belize, dans la touffeur, la moiteur, la chaleur d'une jungle tropicale.

La végétation a depuis longtemps repris ses droits sur ce que les humains ont bâti puis abandonné et, bien souvent, les vestiges sont cachés, engloutis par le sol et les plantes. « *On peut se trouver sur une ancienne chaussée sans la voir* », explique Philippe Nondédéo, chercheur au laboratoire Archéologie des Amériques (CNRS/Paris-I-Panthéon Sorbonne). Pourtant, une multitude de structures qui, jusqu'à présent, étaient demeurées invisibles, viennent d'apparaître subitement dans une étude publiée vendredi 28 septembre par *Science*, comme si le dieu des mayanistes avait lancé un tonitruant « *Que la lumière soit !* ».

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro

26 septembre 2018

Avec Guillaume Mazeau, maître de conférences en histoire

Guillaume Mazeau : « Ce sont des choix d'artistes »

Guillaume Mazeau, maître de conférences en histoire à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, a été le conseiller historique de *Ça ira (1) Fin de Louis*, la pièce de Joël Pommerat, et d' *Un peuple et son roi*, le film de Pierre Schoeller. Il a donné des cours sur la Révolution aux comédiens et à l'équipe technique pour les « muscler » sur le sujet.

LE FIGARO. - *Un peuple et son roi est-il un film militant ?*

Guillaume MAZEAU. - Les films sur la Révolution ont toujours un enjeu politique. *La Marseillaise*, de Jean Renoir, est un produit du Front populaire. *L'Anglaise et le Duc*, du royaliste Éric Rohmer, est un film magnifique mais très conservateur dans lequel le peuple n'existe pas. Robert Enrico, lui, fait une oeuvre d'éducation civique mais sans grand intérêt cinématographique. Pierre Schoeller s'inscrit dans la tradition de Michelet et de la gauche républicaine. Il donne la part belle au peuple. Sa démarche est proche de celle d'Éric Vuillard dans son livre *14 Juillet*. Il met des noms et des visages sur des anonymes. Il raconte la Révolution au présent, mais il n'évite pas l'étrangeté du passé. Pour notre société du XXI^e siècle, cet enthousiasme révolutionnaire est saisissant.

[► Lien via Europresse](#)

France Culture

26 septembre 2018

Avec Jean-Clément Martin, professeur émérite en histoire moderne

Relire la Révolution française (3/4) - De la Terreur au Directoire

Quelles sont les interprétations les plus récentes des tribunaux révolutionnaires qui ont marqué la période de la Terreur et du Directoire ? Tel sera le cœur de ce débat historiographique, 3e volet de notre série consacrée aux (re)lectures contemporaines de l'histoire de la Révolution française. Pour ce débat historiographique, Emmanuel Laurentin s'entretient avec Yannick Bosc, maître de conférences en histoire à l'Université de Rouen, Annie Jourdan, chercheuse associée à l'université d'Amsterdam et à l'Institut d'histoire de la Révolution française (Paris 1), Jean-Clément Martin, professeur émérite à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Antoine Boulant, spécialiste d'histoire militaire du XVIIIe siècle, de la Révolution et de l'Empire.

[► Lien vers l'émission](#)

France Culture

24 septembre 2018

Avec Jean-François Braunstein, professeur de philosophie

Affronter les limites plutôt que de les effacer ?

Du droit animal à la zoophilie, ou quand les limites nous évitent de justifier les raisonnements absurdes. On en parle avec Jean-François Braunstein, professeur de philosophie contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, auteur de l'essai "La philosophie devenue folle". Après huit mois de consultation, on connaîtra demain, mardi 25 septembre 2018, «les arbitrages» du Comité Consultatif National d'Éthique, en prévision de la révision de la Loi de bioéthique. Déjà auteur de *La philosophie de la médecine d'Auguste Comte. Vierge Mère, vaches folles et morts vivants* (Puf, 2009), Jean-François Braunstein revient dans son nouvel essai, *La philosophie devenue folle* (Grasset, 2018), sur trois débats qui polarisent l'opinion, celui du genre, celui des relations homme/animal et celui de la fin de vie.

[► Lien vers l'émission](#)

Le Monde.fr

24 septembre 2018

Avec Christelle Taraud, membre du centre d'histoire du XIX^e siècle

« Les imaginaires sexuels coloniaux ont façonné les mentalités des sociétés occidentales »

Comment les pays esclavagistes et colonisateurs ont-ils (ré) inventé l'« Autre » pour mieux le dominer, posséder son corps comme son territoire. Extraits de l'introduction de l'ouvrage collectif « Sexe, race et colonies ».

Traversant six siècles d'histoire (de 1420 à nos jours) au creuset de tous les empires coloniaux, depuis les conquistadors, en passant par les systèmes esclavagistes et jusqu'à la période postcoloniale, notre ouvrage *Sexe, race et colonies*. La domination des corps du XV^e à nos jours explore le rôle central du sexe dans les rapports de pouvoir. Il interroge aussi la manière dont les pays esclavagistes et colonisateurs ont (ré) inventé l'« Autre » pour mieux le dominer, prendre possession de son corps comme de son territoire, tout en décryptant l'incroyable production visuelle qui a fabriqué le regard exotique et les fantasmes de l'Occident : autant d'images qui reflètent la domination raciale et sexuelle. La compréhension de leur contexte de production, l'appréciation de leur diffusion, de leur réception, de leur importance dans l'histoire visuelle, visent à décentrer les regards et à déconstruire ce qui a été si minutieusement et massivement fabriqué. Projet inédit tant par son ambition éditoriale que par sa volonté de rassembler une pluralité de regards et d'approches critiques, ce livre a l'objectif de dresser un panorama de ce passé oublié et ignoré, jusqu'à ses héritages contemporains, en suivant pas à pas le long récit de la domination des corps.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde.fr

22 septembre 2018

Entretien avec Hervé Drevillon, professeur d'histoire moderne

« La guerre est une forme, certes brutale, de socialisation entre les peuples »

Histoire nationale, histoire chronologique : le vaste panorama historique du fait militaire dirigé par Hervé Drevillon (professeur d'histoire moderne à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne et directeur de la recherche au service historique de la défense [ministère des armées], auteur, entre autres, de *L'Impôt du sang*, Tallandier, 2005, et *L'Individu et la Guerre*, Belin, 2013) et Olivier Wieviorka (professeur à l'École normale supérieure de Cachan, à qui l'on doit notamment *Histoire du débarquement en Normandie*, Seuil, 2007, et *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale*, Perrin, 2017), accompagnés de huit autres historiens, semble se caractériser par une double limitation.

[► Lien via Europresse](#)

France Inter

21 septembre 2018

Avec Nicolas Offenstadt, maître de conférences en histoire

"En Allemagne, il y a un sentiment de dévalorisation de son passé"

L'historien Nicolas Offenstadt est l'invité de Nicolas Demorand pour la sortie de son ouvrage "Le Pays disparu, sur les traces de la RDA" (ed. stock). Trente ans après la réunification des deux blocs, l'historien suit les traces de la RDA au sein de l'Allemagne contemporaine et restitue sa mémoire à travers un travail de terrain.

Pour l'historien, l'Allemagne est ce "mélange de ruines et d'un pays qui n'est plus là mais qui a laissé des traces» :

Ce qui m'a donné envie de faire des recherches sur ce pays, c'est son paysage (...) C'est l'un des pays plus riches pays d'Europe, mais quand vous vous promenez en Allemagne de l'Est, il y a des ruines partout

[► Lien vers l'article](#)

Contrats Publics

20 septembre 2018

Avec Sophie Nicinski, professeure en droit public

La requalification des contrats de mobilier urbain en concession

Après avoir été pendant longtemps des marchés publics, les contrats de mobilier urbain entrent désormais dans la catégorie des concessions de service, qualification qui correspond davantage à leur économie.

Les contrats de mobilier urbain ont souvent donné au Conseil d'État l'occasion de s'exprimer sur les catégories de contrats de la commande publique. Ces contrats ont pour objet l'édification et l'entretien d'équipements tels que des abribus, panneaux publicitaires ou corbeilles à déchets, voire désormais des portiques ou panneaux avec application mobile. Leurs titulaires versent à la collectivité publique propriétaire de la voirie une redevance d'occupation, généralement assise sur le nombre d'emplacements occupés et les recettes publicitaires procurées. Le mobilier urbain assure ainsi un service aux usagers de la voie publique et procure des recettes à la collectivité publique. En contrepartie, le titulaire du contrat peut également utiliser le mobilier comme support publicitaire, ce qui lui procure des recettes d'exploitation. La qualification des contrats de mobilier urbain a pâti d'enjeux qui les dépassent.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

19 septembre 2018

Avec Pierre Brunet, professeur de droit public

Affaire Benalla : « Empiéter, dites-vous, Madame la Garde des sceaux ? »

« Non, Madame Belloubet, le Sénat n'a pas convoqué M. Benalla pour qu'il s'explique sur les faits reprochés mais sur son rôle au sein du dispositif de la sécurité du chef de l'Etat », insiste, dans une tribune au « Monde », le juriste Pierre Brunet.

Tribune. Tout en s'interdisant de s'immiscer dans une enquête judiciaire en cours, Madame Nicole Belloubet, en sa qualité de garde des sceaux, a récemment tenu à rappeler le fonctionnement de notre Etat de droit et le sens d'un principe - celui de la séparation des pouvoirs et la garantie des droits - au nom duquel « *il revient aux instances parlementaires d'apprécier si leurs travaux risquent d'empiéter ou non sur le champ de l'enquête judiciaire* ». L'explication, qui s'appuie sur plusieurs textes issus de la Constitution et de l'ordonnance du 17 novembre 1958, se veut claire et rigoureuse; il en ressort qu'en convoquant M. Benalla pour une audition, le Sénat court un double risque : ou bien celui d'empiéter sur le pouvoir judiciaire car les faits qui justifient cette convocation donnent lieu à des poursuites judiciaires toujours en cours (et que tels faits ne peuvent donner lieu à une commission d'enquête), ou bien celui d'empiéter sur le domaine présidentiel en cherchant à contrôler l'action de ce dernier quand la Constitution prévoit que le Parlement contrôle seulement l'action du gouvernement.

[► Lien via Europresse](#)

France Inter

18 septembre 2018

Avec Elizabeth de Fontenay, professeure émérite en philosophie

La Tribu d'Elizabeth de Fontenay

Elizabeth de Fontenay a enseigné la philosophie à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Spécialiste reconnue de la question juive et de la cause animale, elle est l'auteur, entres autres, de *Les Figures juives de Marx : Marx dans l'idéologie allemande*, *Le Silence des bêtes : la philosophie à l'épreuve de l'animalité*, et *Actes de naissance* (avec Stéphane Bou). En 2018, elle a préfacé l'ouvrage collectif *Le Nouvel Antisémitisme en France*.

L'auteure revient donc avec un essai libre et personnel, empruntant le titre d'un recueil en prose d'Aloysius Bertrand paru en 1842. Car en protégeant l'identité de son frère qu'elle renomme Gaspard, Elizabeth de Fontenay invite la fiction dans le réel et évite l'écueil du pathos, déroulant ses réflexions et pensées philosophiques au fil de ses souvenirs de famille. Au détour d'une page, invoquant Ravel et son chant en yiddish « *L'Enigme éternelle* », l'essayiste fait revivre l'inaltérable.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

19 septembre 2018

Avec Eric Lamarque, directeur de l'IAE et professeur de sciences de gestion

Le système financier est-il plus sécurisé qu'en 2008

Le 15 septembre 2008, la banque d'investissement Lehman Brothers faisait faillite, victime de la crise des subprimes. Les échos de sa chute se sont répercutés partout sur la planète, ébranlant les places boursières. Dix ans plus tard, avec l'aide des États, la finance mondiale s'est ressaisie. Mais la régulation financière, plus exigeante, suffira-t-elle à prévenir de nouvelles crises ? Le système financier est-il vraiment plus stable qu'en 2008 ?

En étant objectif, le bilan est mitigé. Globalement la stabilité du système a été renforcée de façon incontestable et le cadre réglementaire auquel sont aujourd'hui soumises les banques est clairement plus contraignant, avec davantage de gardes-fous. Néanmoins il reste quelques sujets de fragilité qui me font dire qu'en cas d'incident majeur sur un établissement de grande taille, les protections qui ont été mises en place ne seront pas suffisantes pour éviter une nouvelle crise, potentiellement encore plus grave que celle dont nous sortons à peine.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

16 septembre 2018

Avec Rémi Bazillier, professeur de sciences économiques

Afrique : existe-t-il une "malédiction des ressources naturelles" ?

Par Rémi Bazillier, professeur d'Economie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Victoire Girard chercheure à l'Université d'Orléans. Cet article a été publié sur le site The Conversation.

Existe-t-il une "malédiction des ressources naturelles" comme la qualifient les économistes ? Cette question, brûlante, se pose dans tous les pays riches en ressources où la majorité de la population connaît la pauvreté. Pour expliquer cet apparent paradoxe, on évoque souvent l'instabilité politique, les conflits, ou encore les mauvaises institutions. Mais est-ce suffisant ? Les ressources peuvent être extraites de manière artisanale ou industrielle. Les effets sur les populations locales diffèrent alors très largement.

[► Lien vers l'article](#)

RFI.fr

15 septembre 2018

Avec Pascal Butterlin, professeur d'histoire de l'art et archéologie

Pascal Butterlin: «je suis très attaché à la notion du patrimoine de l'humanité»

Les Journées européennes du patrimoine ont lieu tout le week-end pour le public, l'occasion de visiter toutes sortes de sites : certains très touristiques et ouverts toute l'année comme l'Arc de triomphe ou la tour Eiffel, d'autres habituellement fermés aux visiteurs comme le palais de l'Élysée ou les coulisses du métro parisien. En quoi ces journées sont importantes et quel est l'intérêt de la préservation du patrimoine, décryptage avec Pascal butterlin, professeur d'archéologie orientale à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers l'émission](#)

France Inter

14 septembre 2018

Avec Binh Nguyen Trong, maître de conférences en sciences de l'art et cinéma

« Les démons de Bergman » • fiction

Une fiction écrite par Anne-Claire Jaulin et Cristèle Alves Meira, réalisée par Pascal Deux. Voici l'histoire du tournage du film "La Honte" d'Ingmar Bergman avec l'actrice Liv Ullmann sur l'île suédoise de Faro. Invité N.T.Binh critique de cinéma dans Positif, auteur et réalisateur de documentaires.

Le tournage a lieu sur l'île de Fårö, une île isolée dans la mer Baltique et sur laquelle Bergman a décidé de s'installer pour vivre. L'héroïne du film est Liv Ullmann, actrice qui a joué dans plusieurs films de Bergman dont *Persona*, *l'Heure du Loup* et *la Honte*, mais qui fut aussi sa compagne, femme et muse. Le couple vivra sur l'île de Fårö une relation forte, un amour très grand entrecoupé de crises et de tensions, ce que le cinéaste appelait « mes démons », ceux de la jalousie extrême. Dans ce lieu isolé qui devint vite une forteresse puis un bunker, Liv Ullmann se sentira presque séquestrée, elle s'enfuira avec la petite fille qu'ils ont eue ensemble.

[► Lien vers l'émission](#)

Libération.fr

14 septembre 2018

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences en sciences économiques

Crise des subprimes : dix mots d'il y a dix ans

Subprimes

Crédits hypothécaires à taux variables. Ils ont été accordés aux ménages américains, y compris ceux dont les revenus ne leur permettaient pas de s'offrir le logement qu'ils ont effectivement acquis grâce à ce type d'emprunt. En 2006, 600 milliards de dollars de financement de ce type ont été accordés, soit 23 % des crédits distribués sur le sol américain. Lorsque la Banque centrale américaine a décidé de remonter les taux d'intérêt, le nombre d'emprunteurs insolubles a grimpé en flèche.

[▶ Lien vers l'article](#)

France Culture

13 septembre 2018

Avec Yann Toma, professeur d'arts plastiques

Édouard Glissant : "La beauté du monde est à pister"

Le philosophe martiniquais a produit une prose et une langue dotées d'une force esthétique. La beauté de son œuvre révèle une part d'opacité. Il est difficile de l'assimiler à un modèle anthropologique. Les artistes peuvent se saisir de son aspect politique. Les plasticiens Mathieu Abonnenc et Vincent Meesen revendiquent dans leurs œuvres les concepts de Glissant : chaos-monde, Relation... La réflexion sur l'esthétique d'Édouard Glissant est un outil émancipateur pour les artistes.

[▶ Lien vers l'article](#)

The Conversation

13 septembre 2018

Avec Sylvie Thénault, chercheuse au centre d'histoire sociale du XX^e siècle

À quoi va servir la reconnaissance de l'implication de l'État dans la mort de Maurice Audin

Depuis 61 ans, lorsque son mari a été arrêté par les parachutistes dans Alger alors en pleine guerre, Josette Audin s'est battue. Pour la vérité, d'abord, puis pour une reconnaissance des responsabilités militaires et politiques. À défaut de pouvoir reconstituer les circonstances de la mort de Maurice Audin, d'en identifier les coupables, de les traduire en justice et de les condamner dans la solennité de l'arène judiciaire, l'appel à la reconnaissance cherchait, d'une certaine façon, la sanction d'une parole officielle. Les mots de la reconnaissance, prononcés en haut lieu, sont venus alors réparer ce déni de justice que des décennies de vaines procédures ont constitué en forteresse imprenable.

L'amnistie de 1962, en effet, a stoppé l'instruction de la plainte déposée par Josette Audin pour enlèvement et séquestration. Josette Audin a ensuite tenté d'obtenir le bénéfice des lois d'indemnisation existant en droit français jusqu'à ce que le Conseil d'État la déboute, en 1978. Il a fallu une mesure de Robert Badinter, l'un de ses avocats devenu ministre de la Justice, pour qu'une indemnisation financière lui soit accordée, ainsi qu'à ses enfants. Mais quelle réparation ? Une mesure gracieuse, matérielle, décidée dans le huis clos d'un cabinet ministériel. Comme une mesure nécessaire mais honteuse, à l'insu des regards et sans adoubement officiel.

[► Lien vers l'article](#)

Les Échos.fr

13 septembre 2018

Avec Daniel Gutmann, professeur de droit

3 idées fausses sur le prélèvement à la source

Le prélèvement à la source, c'est pour très bientôt, janvier 2019... Mais le contribuable a souvent du mal à démêler le vrai du faux. Daniel Gutmann, Avocat associé de CMS Francis Lefebvre Avocats et Professeur de droit à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne pointe 3 idées fausses sur le sujet. Idée fausse n° 1. Ce ne sera pas la peine de déclarer ses revenus de 2018. Idée fausse n° 2. Comme 2018 est une année blanche, toutes les primes que j'ai obtenues en 2018 dans le cadre de mon contrat de travail échappent à l'impôt. Idée fausse n° 3. Avec le prélèvement à la source l'impôt payé en 2019 sera calculé à partir de mes revenus de 2019.

[► Lien vers la vidéo](#)

Slate.fr

12 septembre 2018

Avec Patrick Eveno, professeur émérite d'histoire des médias

Gueuler ou mourir, le dilemme de la presse française

La crise de la presse semble épargner les magazines à la ligne éditoriale bien tranchée. Mais à long terme, le pari de la provocation ne sera pas forcément gagnant. Natacha Polony va donc devenir directrice de la rédaction de Marianne. La nouvelle, officialisée en début de semaine dernière, a fait grand bruit sur les réseaux sociaux et a provoqué le départ d'Yves de Chaisemartin, directeur général de l'hebdomadaire détenu par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

L'ancienne chroniqueuse de «On n'est pas couché» et du «Grand Journal», qui a par ailleurs un média à son nom produit par Stéphane Simon («Salut les Terriens», «Les Terriens du Dimanche»), est un personnage public clivant à la conviction souverainiste assumée.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

11 septembre 2018

Avec Rémi Bazillier, professeur de sciences économiques

Malédiction des ressources naturelles et mines artisanales : le cas de l'or au Burkina Faso

Existe-t-il une « malédiction des ressources naturelles » comme la qualifient les économistes ? Cette question, brûlante, se pose dans tous les pays riches en ressources où la majorité de la population connaît la pauvreté. Pour expliquer cet apparent paradoxe, on évoque souvent l'instabilité politique, les conflits, ou encore les mauvaises institutions. Mais est-ce suffisant ? Les ressources peuvent être extraites de manière artisanale ou industrielle. Les effets sur les populations locales diffèrent alors très largement.

Dans un récent article, nous nous intéressons au cas du Burkina Faso. Ce pays d'Afrique de l'Ouest a connu une explosion de sa production d'or dans les années 2000-2010, après la forte croissance du prix de ce minerai et les investissements massifs de firmes internationales telles que le canadien True Gold. En cinq ans, le Burkina Faso est ainsi devenu le quatrième exportateur d'or en Afrique. Cette explosion de la production s'est traduite par la création de huit mines industrielles entre 2007 et 2014. Quant aux mines artisanales, leur nombre est passé de 200 en 2003 à plus de 700 en 2014. Malgré cela, 43 % de la population vivait toujours sous le seuil de pauvreté.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

10 septembre 2018

Avec Nicolas Offenstadt, maître de conférences en histoire

Une patrie disparue, la RDA

Premier volet de cette série consacrée à quatre figures de l'internationalisme, un grand entretien avec Nicolas Offenstadt. En compagnie de l'historien, nous entamons une déambulation à la recherche des traces physiques de ce pays évanoui : la RDA.

Il reste peu de choses aujourd'hui de feu la République démocratique allemande (1949-1990). Enterrée par Helmut Kohl, elle a laissé peu de traces, et l'on s'est appliqué - ou l'on s'applique encore, pour peu qu'elles resurgissent - à faire disparaître. L'exemple le plus manifeste est la destruction en 2006 du Palast der Republik, siège de l'ex-Chambre du peuple. La RDA, avec l'URSS, étaient les deux pays-phares de l'internationalisme prolétarien. Le nouvel homme socialiste se devant d'être avant tout antiraciste et internationaliste. Retour sur une patrie disparue avec l'historien Nicolas Offenstadt, spécialiste d'"urbex" et familier de ces espaces urbains perforés par des friches, des *no man's land*, et dont l'ouvrage *Le pays disparu. Sur les traces de la RDA* (Stock) a cherché à rendre compte de ces non-lieux, de leur histoire mais aussi de la manière dont ils font trace au présent.

[► Lien vers l'article](#)

La Croix

10 septembre 2018

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences en sciences économiques

Faut-il renforcer la régulation du secteur financier ?

Avec la crise de 2008, la nécessité de réguler le secteur financier s'est imposée. Qu'est-ce qui a été accompli, et pour quelle efficacité? Xavier Rolet: Comme les autres grandes crises du capitalisme moderne, celle de 2008 peut se réduire à une cause unique: l'excès d'endettement dans l'industrie bancaire et l'incapacité collective à le réguler.

Après chaque crise, on a produit une réglementation complexe qui se révèle à chaque fois incapable de prévenir la crise suivante. Après 2008, cela représente plus de 100 000 pages en Europe et aux États-Unis! Mais cela ne règle rien, car le problème fondamental tient à l'endettement massif d'un secteur bancaire largement subventionné avec l'argent des contribuables.

Jézabel Couppey-Soubeyran: L'histoire est jalonnée de crises. Mais celle de 2008 a ceci d'inédit que jamais le cycle financier n'avait été autant déconnecté de l'économie réelle, comme le montre l'explosion des bilans bancaires dès les années 2000. L'excès de levier d'endettement des banques, c'est-à-dire la part disproportionnée de dettes rapportée aux fonds propres, est bien la cause essentielle de la crise de 2008. Mais il faut aussi mettre en avant le rôle des instruments de transferts de risques - la titrisation par exemple - qui ont permis aux banques de se délester sur d'autres entités et de contourner les règles destinées à limiter leur levier d'endettement. Sans oublier le niveau bas des taux d'intérêt au début des années 2000, qui a grandement facilité l'endettement.

[► Lien via Europepress](#)

France Culture

3 septembre 2018

Avec Sandra Laugier, professeure de philosophie

Stanley Cavell nous rend-il meilleurs ? (1/4)

Stanley Cavell (1926-2018), grande voix de la philosophie contemporaine, s'est éteint le 19 juin dernier. La philosophe Sandra Laugier revient aujourd'hui sur son rapport au « langage ordinaire » : dans les années 60, il trouve une nouvelle manière de philosopher en prise avec le langage commun. **Stanley Cavell (1926-2018)**, grande voix de la philosophie contemporaine, s'est éteint le 19 juin dernier à l'âge de 91 ans. Stanley Cavell fait irruption sur la scène philosophique américaine en 1969 avec *Must We Mean What We Say*, en français *Dire et vouloir dire*. Il propose une voix nouvelle et singulière qui clame haut et fort que le langage n'est pas ce que nous croyons et que la tâche de la philosophie est de nous ramener à nous-mêmes. Il s'est attaché, toute sa vie durant, à élargir le champ de la philosophie aux arts et faisait dialoguer la pensée et le cinéma comme moyen d'explorer l'existence. Il s'intéressait aux liens entre quotidien et extraordinaire et se questionnait sur ce qui peut rendre la vie meilleure.

[► Lien vers l'émission](#)

L'Histoire

1^{er} septembre

Avec Claude Gauvard, professeure émérite d'histoire du Moyen Age

« Condamner à mort, c'est aussi pour gracier »

L'Histoire : Claude Gauvard, vous publiez un ouvrage intitulé *Condamner à mort au Moyen Age*. Alors que l'image d'une époque très violente où l'on exécuterait dans toutes les seigneuries et sans état d'âme des gens coupables ou non a la vie dure, qu'en est-il réellement ?

Claude Gauvard : Ce cliché participe de notre imaginaire de la violence des hommes du Moyen Age. En fait, ce fantasme, qui trouve ses racines dès cette époque, est double. Il y a d'abord l'idée que l'on condamnerait à mort de façon facile des gens ordinaires pour des délits parfois mineurs, comme le vol de nourriture. C'est complètement faux. Ainsi, le vol de nourriture est excusé en cas de nécessité absolue, par une clause du *Décret de Gratien*, le plus important recueil de droit canonique médiéval. Au Moyen Age, on n'aurait pas condamné à mort une jeune femme qui vole dans un supermarché pour nourrir ses enfants !

[► Lien via Europepress](#)

The Conversation

2 septembre 2018

Avec Laurent Frajerman, chercheur au centre d'histoire sociale du XXe siècle

Professeurs et chefs d'établissement : une relation positive, mais qui se fragilise

Si les professeurs voient globalement d'un bon œil le rôle joué par leurs chefs d'établissement, ce rapport souffre aussi de tensions plus marquées actuellement, comme le montrent les résultats de l'enquête Militens (réalisée par le CERAPS de l'Université de Lille et la DEPP, service de statistiques du ministère, avec le relais des syndicats enseignants). Exprimée par Emmanuel Macron durant sa campagne, la volonté de développer l'autonomie des établissements dans le secondaire devrait le mettre aussi à l'épreuve.

La persuasion prime sur l'imposition - Quand on demande aux professeurs de qualifier leur lien avec leur chef d'établissement, ils sont 31 % seulement à afficher des sentiments anti-hiérarchiques, jugeant cette relation « conflictuelle » ou « administrative, de contrôle ». Cette dernière modalité, soit 27 % des réponses, peut autant indiquer une indifférence – renvoyant à un rapport purement bureaucratique au chef – qu'une certaine défiance, faisant référence à un éventuel sentiment de surveillance, par exemple. À l'opposé 54 % des enseignants emploient un vocabulaire positif, évoquant une relation soit « basée sur l'écoute et l'échange », soit « amicale, de confiance ».

[► Lien vers l'article](#)

Le Jdd.fr

31 août 2018

Avec Akiko Suwa Eisenmann, chercheuse à l'École d'Économie de Paris et Agnès Bénassy-Quere, professeure d'économie

Quelles seraient les conséquences d'un retrait des Etats-Unis de l'OMC

Donald Trump a averti qu'il pourrait bien quitter l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Avec quelles conséquences?

La menace est-elle sérieuse? Sur le ton de l'ultimatum, Donald Trump a réaffirmé jeudi sa défiance à l'égard de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lors d'un entretien accordé à Bloomberg News : "Si on ne la remet pas en ordre, je me retirerai de l'OMC". Déjà, lors de la campagne présidentielle, le candidat à la Maison-Blanche qualifiait l'organisation de "désastre", laissant entendre que, lui président, les Etats-Unis pourraient bien finir par en claquer la porte. Voici les conséquences que pourrait avoir une telle prise de distance.

[► Lien vers l'article](#)

BFM Business

31 août 2018

Avec Agnès Bénassy-Quéré, professeure d'économie

Les Experts

[► Lien vers l'émission](#)

Planet.fr

31 août 2018

Avec Frédéric Farah, professeur d'économie

Faut-il supprimer l'héritage ?

Méritocratie, égalité des chances... L'héritage est parfois accusé de fausser le système et gripper l'ascenseur social. Mais faut-il le supprimer pour autant ? Faut-il supprimer l'héritage ? L'ascenseur social grippé

Un enfant de cadre supérieur a 4,5 fois plus de chances d'appartenir aux 20% les plus aisés qu'un enfant d'ouvrier. Il a même 20 fois plus de chances d'appartenir aux 1% les plus aisés, indique une récente étude France Stratégie portant sur la mobilité sociale. Si elle constate qu'il n'existe pas de déterminisme social systématique, comme le rappelle le magazine *Alternatives Economiques*, elle souligne tout de même un gros problème en matière d'égalité des chances.

Il existe plusieurs explications à l'apparente sclérose de l'ascenseur social. L'une d'entre elle a d'ailleurs été au cœur de houleux débats par le passé : il s'agit de l'héritage. "C'est une mécanique inégalitaire, qui trouve sa première origine dans les familles. Comme le soulignait Pierre Bourdieu, il est clair que les familles ne sont pas dotées également en capital économique, mais aussi en capital social et culturel. Naturellement, cela change la donne. Et ce, avant même que l'héritage ne soit perçu", explique Frédéric Farah, économiste affilié au PHARE et enseignant-chercheur à l'université Panthéon Sorbonne, parfois marqué à gauche. "Parce qu'il permet la concentration de plus en plus importante de patrimoine dans un nombre restreint de ménages, l'héritage contribue à figer la société", ajoute-t-il.

[► Lien vers l'article](#)

Les Inrocks.com

28 août 2018

Avec Chantal Jaquet, professeure de philosophie

Peut-on être traître à sa classe sociale ?

Dans le livre "Le fabrique des transclasses", sociologues, historiens et psychanalystes tentent de poser une réflexion sur la réalité des personnes qui passent d'une classe à une autre, et de comprendre ce changement social. Chantal Jaquet, philosophe, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a dirigé l'ouvrage avec Gérard Bras, philosophe et professeur honoraire de classes préparatoires. Entretien.

Qu'est-ce qu'un "transclasse" ? Pourquoi ce choix de terme ? Chantal Jaquet - Le terme transclasse désigne les individus qui, seuls ou en groupes, franchissent les frontières de classe et passent de l'autre côté, comme l'indique le préfixe trans. Ce néologisme permet de désigner objectivement le franchissement des seuils sans préjuger de la valeur du changement de classe et sans l'interpréter d'emblée de manière moralisante comme une élévation ou une chute, selon que l'on a affaire à ce que l'on appelle de manière hâtive une ascension sociale ou un déclassement. Il n'est pas certain en effet qu'un ouvrier ou un paysan qui deviennent patron ou gros producteur s'élèvent systématiquement, à moins de confondre progrès économique et progrès moral car ils peuvent devenir des oppresseurs écrasant les autres. Inversement, en cas de ruine, un grand propriétaire foncier ou un dirigeant d'entreprise aisé ne connaissent pas nécessairement un déclin car leurs revers de fortune peuvent être l'occasion d'une sensibilisation à la misère du monde, toute à leur honneur.

[► Lien vers l'article](#)

France Info.fr

27 août 2018

Avec Thomas Clay, professeur en droit

Les informés. Rentrée de Laurent Wauquiez : "Je trouve tragique que la droite chasse à ce point sur les terres de l'extrême droite"

Les informés de franceinfo ont débattu lundi 27 août de la ligne politique du parti les Républicains. Son patron, Laurent Wauquiez, a fait sa rentrée au Mont-Mezenc, en Haute-Loire. Il s'en est pris à la politique budgétaire du gouvernement mais aussi à l'arrivée de migrants en Europe via la Méditerranée.

"Je trouve tragique que la droite chasse à ce point sur les terres de l'extrême droite" a estimé Thomas Clay, professeur à l'École de droit de l'université Paris I Panthéon Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

27 août 2018

Avec Jérôme Caby, professeur à l'IAE

Rachat de la Saur par EQT : un jour sans fin...

Le 23 juillet 2018, la Saur, n° 3 français de la gestion de l'eau, annonce qu'elle est entrée en négociations exclusives avec le fonds d'investissement suédois EQT en vue de son rachat. Cette annonce intervient après de nombreux rachats successifs de la société et des opérations de LBO (*leveraged buy-out*, rachat avec effet de levier) qui ont conduit cette entreprise au bord de la disparition. Ce nouveau rebondissement est-il l'illustration de *Voyage au bout de l'enfer* ou de *La vie est belle* (de Frank Capra), seul l'avenir nous le dira, mais pour l'instant, c'est sans conteste *Un jour sans fin*.

[► Lien vers l'article](#)

Le Parisien.fr

25 août 2018

Avec Rozenn Noguellou, professeure en droit public

Contre les marchands de sommeil, «un arsenal de lois puissant mais pas efficace»

Le gouvernement veut lutter contre le phénomène qui frappe particulièrement la banlieue parisienne. « Une guerre sans relâche et totale » contre « des escrocs » et « des bandits ». Au micro d'Europe 1, le secrétaire d'État auprès du ministre de la Cohésion des territoires Julien Denormandie a martelé cette semaine le plan de bataille du gouvernement.

La cible ? Les marchands de sommeil, terme revenu dans l'actualité après l'incendie dimanche d'un petit immeuble, pas conçu pour être habité, à Aubervilliers* (Seine-Saint-Denis) où une personne est morte et sept autres sont toujours hospitalisées. Mais quelle réalité se cache derrière cette expression ? Professeure de droit public à l'université Panthéon-Sorbonne et contributrice d'un rapport sur le sujet, Rozen Noguellou explique la complexité de la lutte contre ce fléau.

[► Lien vers l'article](#)

L'Obs

24 août 2018

Avec Sandra Laugier, professeur de philosophie

Le 'care' donne une valeur au soin de l'autre

Apparue aux États-Unis dans les années 1980, l'éthique du "care" (ou éthique de la sollicitude) entend redéfinir la philosophie morale par une approche plus sensible à autrui. La philosophe Sandra Laugier, qui a introduit cette pensée en France, estime qu'elle pourrait favoriser le développement d'une société plus bienveillante, en valorisant notamment les métiers du soin et de l'assistance.

Sandra Laugier, philosophe, est professeur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Ses travaux portent notamment sur la philosophie morale et les questions de genre. Sur le "care", elle a dirigé plusieurs ouvrages, dont "Qu'est-ce que le care ?" (Payot, 2009) et "Tous vulnérables ? Le care, les animaux et l'environnement" (Payot, 2012). Dernier livre paru : "Antidémocratie" (avec Albert Ogien, La Découverte, 2017). Entretien.

[► Lien vers l'article](#)

Le Figaro.fr

23 août 2018

Avec Pierre Vermeren, professeur d'histoire

« Les migrants subsahariens présents au Maroc considèrent que c'est le moment ou jamais pour atteindre l'Espagne »

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Plus d'une centaine de migrants d'Afrique subsaharienne ont franchi de façon illégale la frontière entre le Maroc et l'Espagne le 22 août. Faisant preuve d'une grande agressivité envers la garde civile, ils ont réussi à pénétrer dans l'enclave espagnole de Ceuta. L'historien Pierre Vermeren, spécialiste reconnu du Maghreb contemporain et fin connaisseur du Maroc, analyse la situation sur place.

Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé et docteur en histoire, Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à Paris-I Panthéon-Sorbonne. Il a longtemps vécu et enseigné au Maroc. Pierre Vermeren a publié de nombreux ouvrages, en particulier « Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes » (Odile Jacob, 2015), « La France en terre d'islam. Empire colonial et religions » (Belin, 2016) et « Histoire du Maroc depuis l'indépendance » (La Découverte, coll. «Repères», 5e édition, 2016).

[► Lien Via Europepress](#)

L'Obs

23 août 2018

Avec Patrick Artus, enseignant en économie internationale

"Macron n'est pas responsable de la croissance molle"

Professeur à l'Ecole polytechnique et à l'université Panthéon-Sorbonne, Patrick Artus, 66 ans, dirige le département de recherche économique de la banque Natixis. Membre du Conseil d'Analyse économique auprès du Premier ministre, il fait aussi partie du petit groupe d'experts qui conseille la ministre du Travail Muriel Pénicaud. Interview.

Alors que le gouvernement boucle son deuxième projet de loi de Finances, la politique économique d'Emmanuel Macron porte-t-elle ses fruits ?

Ce qui est très intéressant d'un point de vue d'économiste, c'est qu'il y a une théorie derrière les mesures. Emmanuel Macron a d'abord fait un constat : la France est le pays où les inégalités primaires – les inégalités de revenus avant redistribution – sont les plus fortes.

Le Figaro.fr

22 août 2018

Avec Bertrand Tillier, professeur d'histoire

Avec ses totems monumentaux, Denis Monfleur rend hommage à la Bretagne

REPORTAGE - Avec ses blocs de granit, le sculpteur est l'invité de ce sixième parcours d'art contemporain sur les bords de la Rance, le long des Côtes d'Armor, entre Saint-Malo et Dinan. Visite guidée.

C'est toujours une heureuse surprise que ce parcours d'art contemporain sur les bords de Rance, bras de mer qui remonte de Saint-Malo jusqu'à Dinan. En six ans, l'événement a pris du poids, sous la houlette d'Hélène de Ségogne, présidente de l'association L'art au fil de la Rance. Et la municipalité de Plouër-sur-Rance apporte son plein soutien à la manifestation qui permet, grâce à des artistes toujours différents, de revisiter des lieux familiers et de les voir sous un autre jour.

[► Lien via Europresse](#)

20 minutes.fr

20 août 2018

Avec Georges Prevelakis, professeur de géographie

«La Grèce entre dans une période de tous les dangers», malgré la fin de la mise sous tutelle

« Pour la première fois depuis début 2010, la Grèce se tient debout sur ses deux pieds ». Mario Centeno, le président du Conseil des gouverneurs du Mécanisme européen de stabilité (MES), qui préside aussi l'Eurogroupe, a salué lundi la fin des plans d'aide internationale pour Athènes. Après huit ans d'austérité, le pays va-t-il sortir de la crise ? On en parle avec Georges Prévélakis, professeur de géopolitique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

La Grèce quitte officiellement ce lundi la tutelle de ses créanciers [zone euro et FMI] pour recommencer à se financer seule sur les marchés, après plusieurs années de profonde récession. Est-ce un jour « historique » pour le pays, comme l'estime le Commissaire européen à l'Economie ?

[► Lien via Europresse](#)

RFI

20 août 2018

Avec Judith Rochfeld, professeure de droit privé

Que sont les biens communs ?

Logiciels libres ou gestion de l'eau par les habitants, faut-il s'orienter vers une société du bien commun ? Entre capitalisme effréné et étatisme, n'existe-il pas une troisième voie par laquelle nous pourrions nous réapproprier ce qui semble n'appartenir à personne ou à tous, comme le patrimoine ou l'environnement ? La notion de biens communs est de plus en plus mobilisée aujourd'hui, et traduit le constat d'une évolution des pratiques sociales : les biens sont de plus en plus partagés et gérés de façon collective par l'engagement des citoyens.

[► Lien vers l'émission](#)

France Culture

19 août 2018

Avec Bertrand Tillier, professeur d'histoire contemporaine

La III^e République de Jules Adler

« La philosophie, écrit Gille Deleuze s'inspirant de Nietzsche, a avec le temps un rapport essentiel : toujours contre son temps, critique du monde actuel, le philosophe forme des concepts qui ne sont ni éternels, ni historiques, mais intempestifs et inactuels. L'opposition dans laquelle la philosophie se réalise est celle de l'inactuel avec l'actuel, de l'intempestif avec notre temps. Et dans l'intempestif, il y a des vérités plus durables que les vérités historiques et éternelles réunies : les vérités du temps à venir. Penser activement, c'est, écrit Nietzsche : « agir d'une façon inactuelle, donc contre le temps, et par là même sur le temps, en faveur (je l'espère) d'un temps à venir ».

Et quand ce sentiment surgit en découvrant une œuvre que l'on ne savait pas autant méconnaître, c'est un éblouissement ! Ce sont alors toutes les nuances de son temps qui surgissent et viennent redonner aux nôtres toutes les siennes.

[► Lien vers l'émission](#)

Planet.fr

17 août 2018

Avec Frédéric Farah, enseignant en sciences économiques et sociales et chercheur affilié au Laboratoire PHARE

Catastrophe de Gênes : les aéroports parisiens risquent-ils aussi de s'effondrer ?

A Gênes le viaduc Morandi s'est récemment effondré et a tué des dizaines de personnes. Problème : le concessionnaire, pointé du doigt, pourrait racheter les aéroports de Paris...

Catastrophe de Gênes : le concessionnaire est loin d'être inconnu en France

Le 14 août dernier, le viaduc Morandi s'est effondré et a tué au moins 39 personnes, dont 4 Français. Entre 10 et 20 personnes sont toujours portées disparues, rapporte *L'Internaute*. Le gouvernement italien, qui a déclaré l'état d'urgence pour les 12 prochains mois, pointe du doigt un responsable : le concessionnaire Atlantia, dont la filiale Autostrade gère le pont. Comme l'indique *France TV Info*, Rome accuse le groupe de ne pas avoir entretenu le pont.

[► Lien vers l'article](#)

France Info

17 août 2018

Avec Frédéric Farah, enseignant en sciences économiques et sociales et chercheur affilié au Laboratoire PHARE

Les informés. Gênes : "Il y a une dégradation des infrastructures routières en Europe parce qu'il y a une baisse de l'investissement public"

Les informés de franceinfo sont revenus sur l'effondrement d'un pont à Gênes, en Italie, mardi 14 août. Une partie du pont autoroutier Morandi de l'autoroute A10, dans la ville italienne, s'est effondrée, faisant au moins 39 morts, dont quatre Français. Un accident qui interroge sur l'état du réseau routier en Europe et en France. Pour Frédéric Farah, économiste, chercheur et enseignant à l'université Panthéon-Sorbonne, "on ne peut pas concevoir l'avenir quand souvent on a fait des privatisations juste pour remplir les caisses sans que ça s'inscrive dans une stratégie globale des transports."

[► Lien vers l'article](#)

L'Écho

9 août 2018

Avec David Bihanic, maître de conférences à l'École des Arts de la Sorbonne

Les data ouvrent un nouvel espace artistique

Comment dominer et interpréter les montagnes de données qui s'accumulent (5 milliards de téraoctets s'échangent informatiquement à ce jour)? On connaît la face sombre et dangereuse de la "dataification" du monde: la marchandisation à outrance de nos données personnelles ou leur usage sécuritaire et totalitaire par les États eux-mêmes. Pourtant, ces exploitations ne sont pas les seules possibles. Ne serait-ce que parce que ces données proviennent d'une grande diversité de sources: institutions privées ou publiques, ONG, médias, entreprises, associations, citoyens...

Au travers d'une sélection pertinente de data designers, l'ouvrage lève le voile sur ce champ d'activité qui, bien que foisonnant, demeure encore confidentiel.

Aux côtés des scientifiques et des ingénieurs qui s'efforcent de résoudre le problème de leur organisation et de leur interprétation, les data designers, depuis une vingtaine d'années, entendent eux aussi jouer un rôle majeur: affronter la formalisation et l'expression de ces masses de données et "y déceler de nouvelles finalités d'usage".

[► Lien vers l'article](#)

Politis

7 août 2018

Avec Maxime Ait Kaki, docteur en science politique

Le mythe du renouveau macronien dans les eaux troubles de la « raison d'Etat »

La Macronie avait fondé sa doctrine sur un idéal de renouveau. C'était la promesse d'une République régénérée et résolument tournée vers l'avenir, l'espoir de faire de la politique autrement, la possibilité d'une « citoyenneté numérique » renforçant l'expression démocratique. Cette prophétie politique, prenant le visage d'une « République en marche », participait d'une inclinaison providentielle inspirée de la rhétorique de l'Immaculée Conception.

Maxime Ait Kaki est docteur en science politique de l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, auteur de *La France face au défi de l'identité* (Editions du Cygne, 2017).

Emmanuel Macron l'avait décrite dans son livre programmatique, *Révolution*, comme l'incarnation même de l'« exemplarité », de la « transparence » et du « désintéressement », plaçant la moralisation de la vie politique au centre de ses propositions.

[► Lien vers l'article](#)

La Croix

3 août 2018

Avec Maxime Ait Kaki, docteur en science politique

Quelle éthique journalistique à l'heure de la « cyberdémocratie » ?

Pour Maxime Ait Kaki, l'affaire Benalla, premier scandale politique numérique en France, est symptomatique d'une évolution où l'avènement annoncé d'une « cyberdémocratie » traduit aussi une forme de désordre qui ne dit pas son nom. Docteur en science politique de l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne, l'auteur a publié *La France face au défi de l'identité* (Éditions du Cygne, 2017). Depuis les Printemps arabes, qualifiés aussi de « révolutions Twitter et Facebook », le visage de la citoyenneté et ses modes de mobilisation connaissent des métamorphoses notables, induisant concomitamment une autre relation à l'information.

[► Lien vers l'article](#)

Capital.fr

3 août 2018

Avec Bertrand Réau, maître de conférences en sociologie

Armor-Lux, Hénaff, La Belle-Iloise... et si vous visitiez leurs usines bretonnes ?

Les visites d'entreprises remportent un succès croissant, notamment en Bretagne. Un moyen pour les familles de découvrir le made in Breizh. Et pour les PME de la région, un business additionnel non négligeable.

La Bretagne, ses légendes, son granit rose, ses plages, ses crêpes, ses menhirs, ses festnoz... Formidable. Mais les touristes adorent également ses biscuiteries, ses conserveries de poissons, ses distilleries, ses ateliers textiles et ses parcs ostréicoles. En 2017, près de 1 million de curieux se sont ainsi pressés dans la centaine d'entreprises qui ouvrent leurs portes tout au long de l'année et font de la région l'une des plus riches en matière de tourisme industriel. Selon l'association Entreprise & Découverte, qui promeut ce type de visites sur un site Internet (très bien fait), la fréquentation des sites bretons a augmenté de 20% depuis 2013. "On vient en vacances dans la région et on en profite pour aller visiter en famille une entreprise à proximité, au même titre qu'un musée ou un château", explique Bertrand Réau, maître de conférences en sociologie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

Capital.fr

2 août 2018

Avec Jean-Michel Tobelem, professeur en économie de la culture

Nantes : la folie des grandeurs des Machines de l'île

Si l'effet locomotive des Machines de Nantes sur le tourisme est indéniable, le nouveau projet semble colossal par sa taille, son budget et ses objectifs. Le pari de trop ?

Le projet est monumental, son coût l'est encore plus. C'est un arbre artificiel de 35 mètres de hauteur (dix étages !) aux branches articulées que 400 promeneurs pourront arpenter en même temps. Et ce, au milieu de 35 animaux mécaniques perchés dans un jardin suspendu. Au-dessus, un envol de hérons-automates. Après moult hésitations liées au prix de la bête – 35 millions d'euros quand même –, Johanna Rolland, maire PS de Nantes et présidente de Nantes Métropole, a fini par céder à la tentation le 7 juillet 2016 et donné son feu vert. Sept mois plus tard, le conseil métropolitain a acté qu'un tiers du montant de la construction, soit de 11 à 12 millions d'euros, serait assuré par Nantes Métropole.

[► Lien vers l'article](#)

TV5 Monde

25 juillet 2018

Avec Pascal Ory, professeur émérite en histoire

Le bronzage, une révolution culturelle

Tantôt décrié, tantôt adulé, pourquoi le bronzage est-il un fait spécial, riche de significations ? Comment est-il perçu dans les autres pays ? Y a-t-il un lien entre bronzage et racisme ? Pascal Ory, professeur émérite à la Sorbonne, auteur de *L'invention du bronzage* (Ed. Flammarion) a mené une enquête minutieuse. Il était l'invité de TV5MONDE.

[► Lien vers la vidéo](#)

Capital.fr

25 juillet 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Affaire Benalla : Emmanuel Macron doit-il se présenter devant la Commission ?

Emmanuel Macron est enfin sorti de son silence, mardi soir, suite à l'affaire Benalla. Pourtant, des zones d'ombre demeurent. Une partie de l'opposition estime que le chef de l'Etat doit être convoqué devant les commissions d'enquête parlementaires, qui étudient l'affaire à l'Assemblée et au Sénat, et s'expliquer sur le rôle exact de son ancien chargé de sécurité, ainsi que sur les agressions commises par ce dernier lors de la manifestation du 1er mai, et qui semblent couvertes par l'Elysée. Le débat est lancé quant à la constitutionnalité d'une telle démarche. Alors, Emmanuel Macron doit-il se présenter devant la Commission ? À vous de juger !

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde.fr

25 juillet 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Affaire Benalla : Emmanuel Macron peut-il se rendre devant la commission d'enquête ?

Les constitutionnalistes sont divisés sur la question. Dominique Rousseau estime que c'est possible, Denys de Béchillon assure que c'est « inconstitutionnel ». Comme souvent avec la fonction présidentielle, le débat divise les constitutionnalistes. Emmanuel Macron peut-il se rendre devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, comme le réclament le patron de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, et celui de Génération.s, Benoît Hamon, après les révélations du *Monde* sur l'affaire Benalla ? La question qui touche à la séparation des pouvoirs ne fait pas l'unanimité chez les professeurs de droit public qui proposent des lectures différentes de la Constitution.

[► Lien vers l'article](#)

Europe 1

24 juillet 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Affaire Benalla : "On ne peut pas se cacher derrière la séparation des pouvoirs", estime Dominique Rousseau

L'opposition demande au président de la République de venir lui-même répondre aux questions de la commission d'enquête parlementaire dans le cadre de l'affaire Benalla. "Il faut sortir de ce silence", estime Dominique Rousseau, constitutionnaliste et professeur de droit public à l'Université Panthéon-Sorbonne.

Invité(s) : Dominique Rousseau, constitutionnaliste, professeur de droit public à l'Université Panthéon-Sorbonne

[▶ Lien vers l'émission](#)

Libération

24 juillet 2018

Tribune signée par plusieurs professeurs de l'université

Soutenons la réconciliation dans les Balkans

Les gouvernements grec et macédonien ont signé un accord pour renommer l'ancienne République yougoslave de Macédoine, mettant fin à un conflit de plus de vingt-cinq ans. Un collectif d'intellectuels appellent à soutenir cette initiative, trop rare dans une Europe en prise avec le nationalisme et le populisme. L'accord du 17 juin 2018 conclu entre la Grèce et l'ancienne République yougoslave de Macédoine (Arym) sur les bords du lac Prespa a une signification historique. Il met fin à un conflit qui s'éternisait depuis vingt-cinq ans. Il définit les frontières politiques, historiques et culturelles entre la province grecque de Macédoine et ce qui sera désormais l'Etat de Macédoine du Nord, en établissant que l'identité macédonienne peut se trouver partagée entre deux peuples dont chacun lui attache une signification propre. Il respecte leur dignité et leur droit à l'autodétermination, en confirmant le souhait des deux pays de coexister pacifiquement.

[▶ Lien vers l'article](#)

Europe 1

24 juillet 2018

Avec **Georges Prevelakis**, professeur de géographie

De la Suède à la Grèce : pourquoi l'Europe flambe ?

L'Europe est frappée par les incendies. En Grèce, le bilan est particulièrement lourd, avec au moins 74 morts. En cause, ces circonstances climatiques très particulières.

Invité(s) : Jean Jouzel, climatologue, Colonel Pierre Schaller, chef du détachement français de la Sécurité civile en Suède, et Georges Prevelakis, professeur de géopolitique à l'université Panthéon-Sorbonne

[▶ Lien vers l'émission](#)

France Inter

24 juillet 2018

Avec **Marie-Anne Cohendet**, professeure de droit public

Pourquoi réformer la Constitution ?

Le texte fondateur de la Vème république doit être modifié. L'affaire Benalla a interrompu l'examen de la réforme constitutionnelle mais elle offre une nouvelle raison d'ausculter la Constitution. Car certains y voient une illustration des dérives d'un régime présidentiel.

Les discussions autour de cette réforme de la Constitution sont interrompues à cause de l'affaire, mais celle-ci donne aussi du grain à moudre à ceux qui s'opposaient à la réforme. Car ce qui est en jeu, selon eux, c'est le rapport de force entre le Président et le Parlement. Certains députés, qui dénoncent une hyper-présidentialisation du régime, voient dans l'affaire Benalla un argument supplémentaire pour repousser un texte qui, selon eux, donnait plus de pouvoir à l'exécutif et moins au Parlement.

« Dans cette affaire, apparaît la part d'ombre de nos institutions », déclare par exemple la députée PS Laurence Rossignol : « un régime présidentiel sans contrôle donne prise à des comportements opaques de l'Elysée ». C'est notamment le droit d'amendement qui devait être limité dans ce projet de révision de la constitution : le droit offert aux députés d'amender un texte de loi.

[▶ Lien vers l'émission](#)

La Gazette.fr

24 juillet 2018

Avec Loïc Blondiaux, professeur de science politique

L'évaluation citoyenne bonifie les politiques publiques

Associer les citoyens non seulement aux décisions relatives aux politiques publiques, mais aussi à l'évaluation de ces dernières permet de "boucler la boucle". Les collectivités et leurs élus ont compris l'importance de la participation citoyenne pour accompagner la fabrique des politiques publiques. Bien qu'assez techniques, les méthodes évaluatives sont adaptables à la population par le biais, entre autres, des questionnaires d'usage. A en lire la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 », et plus particulièrement son article 15, « la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration ». Rendre compte au citoyen, telle est l'essence même de l'évaluation participative en démocratie. Pour autant, lorsque la mission d'évaluation des dispositifs d'évaluation des politiques publiques de l'Assemblée nationale avait auditionné Loïc Blondiaux, professeur de sciences politiques à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en décembre 2017, son état des lieux de la pratique de l'évaluation participative en France était sévère : « nulle », « inexistante », « une table vide à inventer ».

[► Lien vers l'article](#)

France Info

24 juillet 2018

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Affaire Benalla : Emmanuel Macron peut-il être entendu par une commission d'enquête parlementaire ?

Emmanuel Macron va-t-il devoir répondre devant les commissions d'enquête parlementaires qui se penchent à l'Assemblée et au Sénat sur l'affaire Benalla ? Pour une partie de l'opposition, l'affaire est entendue : le chef de l'Etat doit être convoqué pour s'expliquer sur le rôle exact de son ancien chargé de sécurité, et la raison pour laquelle ses agissements lors de la manifestation du 1er-Mai semblent avoir été couverts par l'Elysée. Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon ou encore Marine Le Pen réclament une audition du président. Mardi soir, le chef de l'Etat a lui-même affirmé, devant les élus de sa majorité, qu'il était "le seul responsable de cette affaire", ajoutant que "*s'ils veulent un responsable, (...) qu'ils viennent le chercher.*"

Mais une commission d'enquête parlementaire a-t-elle le droit d'entendre le chef de l'Etat ? Les politiques s'écharpent sur la question. La présidente La République en marche (LREM) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a prévenu sur franceinfo qu'une telle audition était juridiquement impossible : "*Il n'est pas question d'entendre le président de la République. Le chef de l'Etat ne peut pas être entendu constitutionnellement et institutionnellement devant le Parlement.*"

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

24 juillet 2018

Avec Joan Gondolo, enseignant en droit de la protection des données

Le RGPD vu des deux côtés de l'Atlantique : des divergences philosophiques inconciliables ?

Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application en mai dernier, et avec lui son lot de provisions supposées renforcer la protection des données à caractère personnel. Prétendue révolution, ce texte n'est en réalité que l'expression plus aboutie d'une vision philosophique ancienne, tendant à rapprocher donnée, vie privée et personne humaine et s'opposant à une vision plus mercantile de la donnée, adoptée outre-Atlantique.

En développant massivement les services numériques, nos sociétés ont profondément transformé la notion de vie privée : consciemment ou non, chaque individu partage des informations plus nombreuses et plus diverses le concernant, faisant d'éléments ordinairement privés, des données connues par d'autres individus, des entreprises ou des administrations

[▶ Lien vers l'article](#)

The Conversation

24 juillet 2018

Avec Jérémie Lamaz, docteur en histoire de l'art et archéologie

La fabrique de la femme artificielle : du mythe de Pygmalion aux sex dolls en silicone

« Poupée n'est pas tromper » titrait l'hebdomadaire *Les Inrocks* citant le propriétaire de la toute première maison close parisienne où les prostituées sont des poupées en silicone, haut de gamme, dernière génération. Xdolls a ouvert fin janvier 2018 et a, sans surprise, suscité la polémique.

Or, contrairement aux idées reçues, ces objets ne sont pas uniquement limités aux plaisirs sexuels. Exit les poupées gonflables des années 70 ! Ces femmes robotiques, personnalisables à l'envie, dotées d'une intelligence artificielle, capables de converser – y compris avec des bambins de 3 à 5 ans grâce à un « mode familial » –, seraient considérées par certains utilisateurs comme de véritables épouses. Certaines pourraient même bientôt... engendrer !

[▶ Lien vers l'article](#)

France Info

20 juillet 2018

Avec Frédéric Farah, enseignant en sciences économiques et sociales et chercheur affilié au Laboratoire PHARE

Les informés. Affaire Benalla : "Les médias étrangers pointent une gestion de crise catastrophique"

La polémique de l'affaire Benalla dépasse les frontières. Alexandre Benalla, chargé de mission à l'Élysée, a été placé en garde à vue vendredi 20 juillet, après avoir été filmé le 1er mai en train de frapper un manifestant. Cette affaire paralyse l'Assemblée nationale, où les députés réclament des comptes et des explications au gouvernement. Une affaire dont les médias étrangers se font aussi l'écho. Les journalistes qui traitent le sujet "*sont abasourdis et consternés*", explique Virginie Lepetit, chef d'édition à Courrier International.

[▶ Lien vers l'article](#)